

Q-215-01
Q-215-04
Q-215-06

MÉMOIRE D'ENTENTE

entre

Abitibi-Price Inc.

Division Iroquois Falls
Division Smooth Rock Falls
Division Stephenville
Division Thunder Bay
Division Fort William
Papiers Provincial
Division Grand Falls
Botwood

La Compagnie Price Limitée

Papeterie Beaupré
Papeterie Kénogami

La Compagnie Gaspésia Limitée

Papeterie Chandler

et le

Syndicat canadien des travailleurs du papier, C.T.C.
et ses sections locales

50, 455, 858, 63, 88, 161, 32, 90, 109, 132,
134, 249, 138, 253, 239, 40, 1093

- 1) A titre de règlement de tous les articles et moyennant ratification, ce que les comités de négociation représentant les parties ci-dessus s'engagent à recommander unanimement, la convention collective qui sera en vigueur du 1^{er} mai 1984 au 30 avril 1987 sera considérée comme identique à celles de 1982-1984, sauf en ce qui a trait aux modifications ci-incluses.

- 2) Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur à la date de ratification, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

MEMORANDUM OF AGREEMENT

Between

Abitibi-Price Inc.

Iroquois Falls Division
Smooth Rock Falls Division
Stephenville Division
Thunder Bay Division
Fort William Division
Provincial Papers
Grand Falls Division
Botwood

La Compagnie Price Limitée

Beaupré Mill
Kenogami Mill

La Compagnie Gaspesia Limitée

Chandler Mill

and the

Canadian Paperworkers Union, C.L.C.
and its Locals

50, (455) 858, 63, 88, 161, 32, 90, 109, 132,
134, 249, 138, 253, 239, 40, 1093

- (1) In full settlement of all items and subject to ratification, which the bargaining committees representing the above parties agree to unanimously recommend, the Collective Agreement to be in effect from May 1, 1984 to April 30, 1987 shall be on the same terms as the 1982-1984 Collective Agreements, except as hereinafter amended.
- (2) All terms of this memorandum will become effective on the date of ratification, except as herein specified to the contrary.

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet: 1^{ère} convention Renouvellement Entente Autres Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances → 215-01

Date: Signature 80-07-27 Réception 80-08-01 Durée Du 80-05-01 Au 82-04-30 Nombre de salariés régis par la convention collective → 585-(2)

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat Canadien des Travailleurs du Papier Local 455 2, Place Québec, Ste 410 Québec, P.Q. G1R 4X3 Att: M. Edmond Gallant	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant La Compagnie Gaspésia Limitée 65, rue Ste-Anne Québec, P.Q. G1R 3X5 Att: M. Hervé Bessette

Unité de négociation

All the employees of the following department of occupational classifications, namely, Wood-Room, Digesters, (Sulphite Dept), Ground Wood, Stock Preparation, Mixing-Room, Drying Machine, Control, Steam & Power, Mill Stores, Yard, Crane & Loco, Bleach Plant, Finishing & Shipping, Faber Bay Haul-Up, Electrical Maintenance, Mechanical-Machine Shop, Pipefitters, Millwrights, Pattern Shop,

215-01 2710-5 P.T.Q.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 Voir au verso pour les codes

Remarques

Masons & Painters, Finemiths, Welders, Oilers, Cleaners, Loading & Unloading of boats, and except those automatically excluded by section 2, paragraph a) of the Labour Relations Act.

Pour le commissaire général du travail

Signature: *[Signature]* Date: 8/12/80

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 - 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 - 873-4357

- Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1er mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

DÉPÔT

Dépôt N°: **8 1 0 2 0 1 8**

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> 1 ^{ère} convention <input type="checkbox"/> Renouvellement <input checked="" type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres	Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances	215-04
Date	Signature 80-07-27	Réception 80-08-01	
	Durée	Du 80-05-01	Au 82-04-30
		Nombre de copies réglées par la convention collective 585-(2)	

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat Canadien des travailleurs du Papier Local 858 2, Place Québec, Ste 410 Québec, P.Q. G1R 4X3 Att: M. Edmond Gallant	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant Compagnie Gaspésia Limitée 65, rue Ste-Anne Québec, P.Q. G1R 3X5 Att: M. Hervé Bessette

Unité de négociation

Boys Machine Tenders, Machine Tenders, Back Tenders, 3rd Hands, 5th Hands 5th Hands, 6th Hands, Bester Engineers, Clothing Man, Clothing Man, Helpers Rewinder Operator, X sparesmen required in the Machina Room

Projet	01-01	Approuvé	2710-5	Approuvé	P.T.Q.
--------	--------------	----------	---------------	----------	---------------

Veuillez indiquer le code qui correspond à la nature de votre dépôt (à inscrire sur le point 1) en cochant la case correspondante

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

1. Le nom de l'association est inscrit au verso de l'association

2. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

3. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

4. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

5. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

6. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

7. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

8. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

9. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

10. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

11. La date de l'association est inscrite au verso de l'association

Pour le commissaire général du travail

Signature *Pierre...* Date **81/02/16**

Pour renseignements

425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

- Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1er mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

DÉPÔT

Dépôt N°: **05249**
8 1 0 6 0 0

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet: 1^{ère} convention Renouvellement Entente Autres

Date: **50-07-27** Réception: **51-03-23** Durée: **80-05-01** Au: **82-04-30** Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances: **Q 215-4**

Nombre de salariés régis par la convention collective: **530**

Association: Déposant: **Union des papetiers et ouvriers du papier, Local 858**
*2 HÔTEL GAZETTE
BUREAU 410
QUÉBEC, PQ
G1R 4G5*

Employeur: Déposant: **La Compagnie Gaspésia Limitée**
*CHANDLER, PQ
G0C 1K0*

Unité de négociation: **Base Machine Tenders, Machine Tenders, Back Tenders, 3rd Hands, 4th Hands, 5th Hands, 6th Hands, Heater Engineers, Clothing Man Clothing Man Helpers, Rewinder Operator, Sparesmen required in the Machine Room.**

Précédent: **01-01** Actuel: **2710** Affiliation: **P.T.Q.**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 Voir au verso pour les codes

Remarques:

Pour le commissaire général du travail

Signature: *Raimon Peltier* Date: **8700-15**

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255, est, rue Crémazie, Montréal, H2M 1L5 — 872-4357

COPIE 4

- 1) Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1^{er} mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- 2) Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

DÉPÔT

05249-8

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Dépôt N°: 8 1 0 6 9 1

Objet: 1^{ère} convention Renouvellement Entente Autres

Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances: Q 215-1

Date: Signature 80-07-27 Réception 81-03-23

Durée: Du 80-05-01 Au 82-04-30

Nombre de semaines réglées par la convention collective: 55

Certificat accordé Dépôt refusé

Association: Déposant
Syndicat Canadien des travailleurs du Papier Local 453
2 Place Québec
Bureau 410
Québec PQ
G1R 2A5

Employeur: Déposant
La Compagnie Gaspésia Limitée
CHANDLER, P. & S.
GUEBEC

Unité de négociation

All the employees of the following department of occupational classifications, namely, Wood-Room, Digesters, (Sulphite Dept), Ground-wood Dept, Stock Preparation, Mixing-Room, Drying Machine, Control, Steam & Power, Mill Stores, Yard Crane & Loco, Bleach Plant, Finishing & Shipping, Pabos Bay Haul-Up, Electrical Maintenance, Mechanical-Machine Shop, Pipefitters, Millwrights, Pattern Shop, Messes & Repairers, Tinmiths, Valders, Oilers, Cleaners, Loading & Unloading

01-01 3710-5 P.T.O.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

of boats, save and except those automatically excluded by section 2, paragraph a) of the Labour Relations Act.

Pour le commissaire général du travail

Signature: *Benoit Blücher* Date: 81-06-75

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 — 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 — 873-4357

COPIE 4

- Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1^{er} mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

DÉPÔT

05249-8

Dépôt N°: 8 3 1 2 1 0 9

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet: 1^{ère} convention Renouvellement Entente Autres

Date: Signature 2-06-83 Reception 82-08-23

Durée: Du 82-05-01 Au 84-04-30

Nombre de salariés régis par la convention collective: 35

Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances: Q 215-06

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat Canadien des Travailleurs du Papier Local 455 3, rue Hayelock, C.P. 846 Truro, Nouvelle-Ecosse B2N 5G6	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant La Cie Gaspésia Ltée Chandler, Qc G0C 1K0 Att: M. André Després

Unité de négociation: Entente tenant lieu de convention collective.

Région: 01-01

Activité: 0310 (2)

Affiliation: FTQ (7)

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Voir au verso pour les codes

Remarques

Pour le commissaire général du travail

Signature: Georges E. Parent / G.E.P.

Date: 83-12-15

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 - 643-4970 255 est, rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 - 873-4357

RECHERCHE

- Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1^{er} mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet	<input type="checkbox"/> Nouvelle convention <input checked="" type="checkbox"/> Renouvellement <input type="checkbox"/> Entente <input type="checkbox"/> Autres			Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances		Q 215-01
Date	Signature	Réception	Du	Au	No. de salariés régis par la convention collective	
	82-06-03	82-08-23	82-05-01	84-04-30	225	

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat Canadien des Travailleurs du Papier Local 455 1010 ouest, Ste-Catherine Montréal, Qc	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant La Compagnie Gaspésia Ltée Chandler Gaspé Sud, Qc

Unité de négociation

Entente tenant lieu de convention collective.

Région	01-01	Activité	2740 (5)	Affiliation	FTQ (7)
--------	--------------	----------	-----------------	-------------	----------------

Votre dépôt n'est pas conforme sur le(s) point(s) suivant(s) et vous est par conséquent retourné

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 **12** **13** **14** **15** **16** **17** **18** **19** **20** **21** **22** **23** **24** **25** **26** **27** **28** **29** **30** **31** **32** **33** **34** **35** **36** **37** **38** **39** **40** **41** **42** **43** **44** **45** **46** **47** **48** **49** **50** **51** **52** **53** **54** **55** **56** **57** **58** **59** **60** **61** **62** **63** **64** **65** **66** **67** **68** **69** **70** **71** **72** **73** **74** **75** **76** **77** **78** **79** **80** **81** **82** **83** **84** **85** **86** **87** **88** **89** **90** **91** **92** **93** **94** **95** **96** **97** **98** **99** **100** **101** **102** **103** **104** **105** **106** **107** **108** **109** **110** **111** **112** **113** **114** **115** **116** **117** **118** **119** **120** **121** **122** **123** **124** **125** **126** **127** **128** **129** **130** **131** **132** **133** **134** **135** **136** **137** **138** **139** **140** **141** **142** **143** **144** **145** **146** **147** **148** **149** **150** **151** **152** **153** **154** **155** **156** **157** **158** **159** **160** **161** **162** **163** **164** **165** **166** **167** **168** **169** **170** **171** **172** **173** **174** **175** **176** **177** **178** **179** **180** **181** **182** **183** **184** **185** **186** **187** **188** **189** **190** **191** **192** **193** **194** **195** **196** **197** **198** **199** **200** **201** **202** **203** **204** **205** **206** **207** **208** **209** **210** **211** **212** **213** **214** **215** **216** **217** **218** **219** **220** **221** **222** **223** **224** **225** **226** **227** **228** **229** **230** **231** **232** **233** **234** **235** **236** **237** **238** **239** **240** **241** **242** **243** **244** **245** **246** **247** **248** **249** **250** **251** **252** **253** **254** **255** **256** **257** **258** **259** **260** **261** **262** **263** **264** **265** **266** **267** **268** **269** **270** **271** **272** **273** **274** **275** **276** **277** **278** **279** **280** **281** **282** **283** **284** **285** **286** **287** **288** **289** **290** **291** **292** **293** **294** **295** **296** **297** **298** **299** **300** **301** **302** **303** **304** **305** **306** **307** **308** **309** **310** **311** **312** **313** **314** **315** **316** **317** **318** **319** **320** **321** **322** **323** **324** **325** **326** **327** **328** **329** **330** **331** **332** **333** **334** **335** **336** **337** **338** **339** **340** **341** **342** **343** **344** **345** **346** **347** **348** **349** **350** **351** **352** **353** **354** **355** **356** **357** **358** **359** **360** **361** **362** **363** **364** **365** **366** **367** **368** **369** **370** **371** **372** **373** **374** **375** **376** **377** **378** **379** **380** **381** **382** **383** **384** **385** **386** **387** **388** **389** **390** **391** **392** **393** **394** **395** **396** **397** **398** **399** **400** **401** **402** **403** **404** **405** **406** **407** **408** **409** **410** **411** **412** **413** **414** **415** **416** **417** **418** **419** **420** **421** **422** **423** **424** **425** **426** **427** **428** **429** **430** **431** **432** **433** **434** **435** **436** **437** **438** **439** **440** **441** **442** **443** **444** **445** **446** **447** **448** **449** **450** **451** **452** **453** **454** **455** **456** **457** **458** **459** **460** **461** **462** **463** **464** **465** **466** **467** **468** **469** **470** **471** **472** **473** **474** **475** **476** **477** **478** **479** **480** **481** **482** **483** **484** **485** **486** **487** **488** **489** **490** **491** **492** **493** **494** **495** **496** **497** **498** **499** **500** **501** **502** **503** **504** **505** **506** **507** **508** **509** **510** **511** **512** **513** **514** **515** **516** **517** **518** **519** **520** **521** **522** **523** **524** **525** **526** **527** **528** **529** **530** **531** **532** **533** **534** **535** **536** **537** **538** **539** **540** **541** **542** **543** **544** **545** **546** **547** **548** **549** **550** **551** **552** **553** **554** **555** **556** **557** **558** **559** **560** **561** **562** **563** **564** **565** **566** **567** **568** **569** **570** **571** **572** **573** **574** **575** **576** **577** **578** **579** **580** **581** **582** **583** **584** **585** **586** **587** **588** **589** **590** **591** **592** **593** **594** **595** **596** **597** **598** **599** **600** **601** **602** **603** **604** **605** **606** **607** **608** **609** **610** **611** **612** **613** **614** **615** **616** **617** **618** **619** **620** **621** **622** **623** **624** **625** **626** **627** **628** **629** **630** **631** **632** **633** **634** **635** **636** **637** **638** **639** **640** **641** **642** **643** **644** **645** **646** **647** **648** **649** **650** **651** **652** **653** **654** **655** **656** **657** **658** **659** **660** **661** **662** **663** **664** **665** **666** **667** **668** **669** **670** **671** **672** **673** **674** **675** **676** **677** **678** **679** **680** **681** **682** **683** **684** **685** **686** **687** **688** **689** **690** **691** **692** **693** **694** **695** **696** **697** **698** **699** **700** **701** **702** **703** **704** **705** **706** **707** **708** **709** **710** **711** **712** **713** **714** **715** **716** **717** **718** **719** **720** **721** **722** **723** **724** **725** **726** **727** **728** **729** **730** **731** **732** **733** **734** **735** **736** **737** **738** **739** **740** **741** **742** **743** **744** **745** **746** **747** **748** **749** **750** **751** **752** **753** **754** **755** **756** **757** **758** **759** **760** **761** **762** **763** **764** **765** **766** **767** **768**

La présente atteste que le Commissaire Général du Travail a reçu pour dépôt, suivant l'article 72 du code du travail, le document ci-dessous

Certificat accordé Dépôt refusé

Objet: 1^{ère} convention Renouvellement Entente Autres
Toujours indiquer ce numéro dans toutes vos correspondances: **215-04**

Date: **02-06-83** Signature: **02-08-23** Réception: **02-05-01** Du: **84-04-30** Au: **90** Nombre de salariés régis par la convention collective: **90**

Association	Employeur
<input type="checkbox"/> Déposant Syndicat Canadien des Travailleurs du Papier Local 858 2, Place Québec, Bureau 410 Québec, Qc C11 2B5	<input checked="" type="checkbox"/> Déposant Compagnie Caspésia Limitée Chandler Gaspé, Qc Att: M. André Després

Unité de négociation: **Entente tenant lieu de convention collective.**

Région: **01-07** Activité: **0310 XX(2)** Affiliation: **FTQ(7)**

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 Voir au verso pour les codes

Remarques:

Signature: **Georges E. Parent** / *J.E.P.* Date: **83-12-15**

Pour renseignements: 425, St-Amable, Québec G1R 4Z1 - 643-4970 255 est. rue Crémazie, Montréal H2M 1L5 - 873-4357

RECHERCHE

- 1) Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1^{er} mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- 2) Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

43

99 112001

MÉMOIRE D'ENTENTE

32 AOU 23 11 44

Entre

5249-8

Abitibi-Price Inc.

Papiers fins Abitibi-Price

Division Iroquois Falls
Division Sault-Sainte-Marie
Division Smooth Rock Falls
Division Stephenville
Division Thunder Bay
Division Fort William
Division Grand Falls

Division Port Arthur

La Compagnie Price Limitée

Papeterie Beaupré
Papeterie Kénogami

La Compagnie Gaspesia Limitée

Papeterie Chandler

et

Le Syndicat canadien des travailleurs du papier, C.T.C.

Kénogami
et ses sections locales

50, 455, 858, 63, 88, 161, 32, 90, 109, 67,
133, 132, 134, 249, 138, 253, 239, 1093, 40

- 1) Il est entendu que la convention collective qui sera en vigueur du 1^{er} mai 1982 au 30 avril 1984 sera identique aux conventions collectives 1980-1982, sauf en ce qui concerne toute mention contraire à cet effet dans le mémoire d'entente qui a été ratifié le 27 mai 1982.
- 2) Tout le contenu du présent mémoire entre en vigueur le 27 mai 1982, sauf s'il y a une mention contraire à cet effet.

A Durée de la convention

La convention collective est d'une durée de deux ans à partir du 1^{er} mai 1982 jusqu'au 30 avril 1984.

B Augmentation générale des salaires

A compter du 1^{er} mai 1982 - une augmentation générale de 12% l'heure.

A compter du 1^{er} mai 1983 - une augmentation générale de 10% l'heure.

C Rajustement pour les métiers

A compter du 1^{er} mai 1982, un rajustement de 20¢ l'heure pour les métiers applicable aux compagnons de niveau "A" et au-dessus.

D Régime de soins dentaires

A partir du premier du mois suivant la date de ratification, le régime existant de soins dentaires est relevé afin d'assurer la protection fondée sur le barème 1981 de l'association dentaire dans les provinces respectives; le coût assumé par l'employé est de 60 cents par mois pour un célibataire et de 2,10\$ par mois pour une famille. A partir du 1^{er} mai 1983, le régime de soins dentaires sera de nouveau relevé afin d'assurer une protection fondée sur le barème de 1982 de l'association dentaire dans les provinces respectives à un coût pour les employés de 1,10\$ par mois (pour les célibataires) et de 3,85\$ par mois (pour une famille).

E Prime d'équipe

A compter du 1^{er} mai 1982, 0¢ - 30¢ - 40¢.

F Régime d'assurance-invalidité à long terme

Ajouter ce qui suit à toutes les conventions collectives, sauf celle de la section locale 50 (Ne s'applique pas aux débardeurs de Chandler).

"Le régime d'assurance-invalidité à long terme est administré selon les termes d'une police d'assurance et doit contenir les dispositions suivantes:

1. Admissibilité

Le régime d'assurance-invalidité à long terme est obligatoire pour tous les employés réguliers à temps plein qui participent au régime d'indemnités hebdomadaires et sont régis par les dispositions de ce régime.

2. Mise en vigueur de la protection

Un employé admissible a droit aux indemnités pourvu qu'il soit activement au travail le premier jour où le régime d'assurance-invalidité à long terme entre en vigueur.

Un employé admissible, absent de son travail pour cause de maladie ou d'accident à la date d'entrée en vigueur du régime, ne bénéficiera des indemnités du régime qu'une fois de retour à un emploi continu actif à temps plein pendant une période dépassant trente (30) jours civils. Un employé admissible, absent de son travail pour cause de mise à pied à la date d'entrée en vigueur du régime aura droit aux indemnités du régime à son retour au travail sur rappel. La compagnie a le droit de faire subir des examens médicaux aux employés qui retournent au travail après une mise à pied afin de déterminer leur admissibilité en vertu du régime.

3. Période de qualification

Un employé assuré a le droit de recevoir une indemnité en cas d'invalidité à long terme après avoir eu droit à cinquante-deux (52) semaines d'indemnité pour la même invalidité en vertu du régime d'indemnité hebdomadaire. Le paiement des indemnités ne peut débiter au cours d'une mise à pied ou d'une grève et ce, jusqu'à ce qu'elles prennent fin.

4. Définition d'invalidité

"Invalidité" signifie l'état d'un employé assuré qui a reçu cinquante-deux (52) semaines d'indemnité en vertu du régime d'indemnité hebdomadaire et qui, pour les douze (12) mois qui suivent, est incapable, soit pour cause de maladie ou de blessure d'exercer son occupation régulière et qui par la suite est dans l'impossibilité d'accomplir tous et chacun des devoirs de toute occupation dans l'usine pour laquelle il est raisonnablement apte par sa scolarité, sa formation et son ancienneté.

5. Montant de l'indemnité

a) L'indemnité est de 50% du taux horaire normal, multiplié par 2 080 et divisé par 12, jusqu'à concurrence d'un paiement mensuel maximum de 1 300\$ (1 500\$ pour les employés bénéficiant d'indemnités hebdomadaires après le *). Le taux horaire normal est le taux utilisé pour établir les prestations d'indemnité hebdomadaire.

* (Premier du mois suivant la date de ratification).

b) On déduit du montant de l'indemnité tout paiement fait en faveur de l'employé provenant d'un régime gouvernemental en cas d'invalidité (sauf les augmentations à ces montants se produisant douze (12) mois ou plus après l'invalidité), de la C.S.S.T. ou de tout autre régime non privé de revenu en cas d'invalidité.

6. Durée des indemnités

Les indemnités cessent dès que survient un des événements suivants:

a) La date à laquelle cesse l'invalidité de l'employé, ou

- 4 -

(Remarque: si une récurrence de la même invalidité se produit dans les quatre (4) mois après le retour au travail, l'employé invalide n'aura pas besoin d'une nouvelle période de qualification et il sera admissible à toute partie restante des indemnités d'invalidité à long terme. Cette disposition prévaut sur toute disposition concernant la récurrence d'invalidité du régime d'indemnité hebdomadaire d'Abitibi-Price Inc.).

b) le décès, ou

c) la retraite ou l'âge de 65 ans, selon la première de ces éventualités.

7. Continuation de l'assurance-vie collective durant l'invalidité

Un employé assuré, qui reçoit des indemnités du régime d'assurance-invalidité à long terme et qui participe au régime d'assurance-vie collective de la compagnie au moment où son invalidité a débuté, continue de bénéficier de la protection de cette assurance, avec exonération de prime pour lui.

8. Exclusions

a) Aucun paiement d'indemnité en cas d'invalidité à long terme n'est accordé si la réclamation résulte:

i) d'une blessure résultant ou subie pendant que l'employé pose un acte ou fait une chose reliée à toute activité ou emploi rémunérateur ou à profit;

ii) d'une blessure ou maladie donnant droit, à l'employé, à une indemnité en vertu de la loi des accidents du travail ou d'une autre loi de même nature;

iii) d'une auto-destruction ou blessure qu'un employé s'est infligée lui-même, qu'il soit sain d'esprit ou non;

iv) d'une invalidité pour laquelle l'employé n'est pas sous les soins d'un médecin;

v) de l'alcoolisme ou de la toxicomanie, sauf pendant la période durant laquelle l'employé se soumet à une série de traitements administrés par un spécialiste en soins d'alcoolisme ou de toxicomanie ou durant laquelle il subit un traitement approuvé par l'assureur et un médecin.

b) i) Aucune indemnité en cas d'invalidité n'est versée en vertu de ce régime si l'absence est le résultat d'incapacités reliées à une grossesse lorsque l'employée est en congé de maternité ou pourrait être mise en congé de maternité par la compagnie, selon les dispositions relatives aux congés de maternité des lois provinciales ou fédérales.

- ii) Pour l'employée qui n'est pas admissible à un congé de maternité parce qu'elle ne satisfait pas les exigences relatives à la durée de service prévues par les lois provinciales ou fédérales, un congé sans solde convenu entre l'employeur et l'employée sera considéré comme un congé sans solde normal pour raisons personnelles légitimes.

9. Réadaptation

On peut demander à un employé qui reçoit une indemnité d'invalidité à long terme de se soumettre, sans qu'il ait des déboursés à faire, à un programme raisonnable de réadaptation ayant fait l'objet de consultations préalables avec son médecin. Si l'employé refuse de se soumettre à un tel programme, on peut le déclarer non admissible à recevoir une indemnité d'invalidité.

Remarque: supprimer l'article 11.04 pour les sections locales 455/858 et l'article 12.03.05 pour les sections locales 63, 88 et 161.

G. Régime d'assurance-maladie provincial et d'assurance-maladie complémentaire

Les dates dans les différentes conventions collectives seront modifiées afin de faire état de l'extension de l'engagement de la compagnie pour payer 100% des primes de l'assurance-maladie provinciale et du régime d'assurance-maladie complémentaire d'Abitibi-Price jusqu'à la fin de la présente convention (30 avril 1984).

H. RCE - Port Arthur

Les emplois qui ne sont pas reliés convenablement à l'échelle des salaires des papetiers à la division de Port Arthur (voir Annexe "A" du présent mémoire) sont régis par un régime de classification des emplois selon le processus suivant:

1. a) un comité fera l'évaluation des emplois dont il est question;
b) les emplois évalués dont le taux de salaire est supérieur à celui accordé présentement feront immédiatement partie du RCE et ne seront plus liés à l'échelle des salaires des papetiers.
2. Tous les autres emplois évalués (qui étaient reliés de façon erronée à l'échelle des salaires des papetiers) cesseront d'être reliés à cette échelle et ne seront régis que par le RCE si l'une des conditions suivantes se présente:
 - 1) le taux versé en vertu du RCE est plus élevé que s'il était joint à l'échelle des salaires des papetiers;
 - ii) l'emploi est occupé par un employé qui n'était pas titulaire de ce poste avant le 1^{er} mai 1982 et qui n'a pas été employé comme remplaçant à ce poste au cours des 12 mois antérieurs au 1^{er} mai 1982.

ANNEXE A

POSTES RELIÉS A LA MACHINE A PAPIER N° 5

Service de préparation de la sauce de couchage

- 01 Contremaître de relève de l'atelier de couchage
- 02 Cuiseur d'amidon
- 03 Mélangeur
- 04 Manutentionnaire des produits
- 05 Premier aide à l'atelier de couchage

Service des préparations de la pâte

- 18 Opérateur de pupitre de commande

Coucheuse à lame traînante

- 110 Superviseur intérimaire à la lame
- 111 Conducteur de la coucheuse à lame
- 112 Conducteur adjoint de la coucheuse
- 113 Homme de bobineuse
- 115 Conducteur de la bobineuse à lame
- 118 Conducteur de bobineuse à lame (expédition des rouleaux)
- 121 Conducteur de bobineuse à lame (rebords)

Divers - Papeterie

- 31 Aide A (habillage)
- 32 Aide B (habillage)
- 40 Chef huilleur à la papeterie
- 42 Huilleur à la papeterie

Supercalandres

- 170 Contremaître de relève - rouleaux
- 171 Contremaître adjoint - finition des rouleaux
- 140 Conducteur de supercalandre n° 8 M.W.
- 150 Conducteur de supercalandre n° 9 M.W.
- 130 Opérateur de supercalandre n° 1, 2, 3, 4 et 5
- 141 Aide à la supercalandre n° 8 M.W.
- 151 Aide à la supercalandre n° 9 M.W.

Rebobineuse

- 143 Conducteur de rebobineuse n° 8 M.W.
- 153 Opérateur de rebobineuse n° 9 M.W.
- 135 Opérateur de rebobineuse n° 1, 2, 3 et 4
- 156 Conducteur de rebobineuse (rebords) n° 9 M.W.

Emballage et expédition des rouleaux

201 Contremaître au chargement et emballage des rouleaux
202 Contrôleur des stocks et camionneur - emballage des rouleaux
203 Conducteur d'emballeuse des rouleaux

Mise en feuille

240 Contremaître de relève
225 Contremaître adjoint à la mise en feuille
244 Conducteur de machine Jagenberg de mise en feuille (P.C.)
246 Aide pour la machine Jagenberg de mise en feuille (P.C.)
234 Conducteur de machine de mise en feuille

Rognage et finition

280 Contremaître adjoint-rognage et emballage
251 Conducteur de la rogneuse n° 3
252 Conducteur de la rogneuse n° 2
255 Finition et rognage de la table n° 3
256 Finition et rognage de la table n° 2

Finition en général des feuilles

282 Chef camionneur (feuilles)
283 Camionneur (feuilles)

Atelier des boîtes

271 Contremaître de l'atelier des boîtes

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
1.	455, 858	2.03	5	Supprimer "surveillant."
2.	455, 858	2.04 d)	5	Se lit maintenant: "Les temporaires, sauf ceux qui sont compris dans la lettre d'entente, sont les employés embauchés pour une période prédéterminée, par exemple, pour l'installation d'une "Press Master" au Service de la râperie. Ces employés n'accumulent pas d'ancienneté au cours de leur période d'emploi et les dispositions de l'article 22.02 s'appliquent à leur cas."
3.	109	Annexe E n° 3	7	Remplacer "lorsqu'un employé était cédulé pour travailler" par "lorsqu'un employé travaille."
4.	249	10.02	8	Supprimer "nettoyeurs."
5.	63,88 161	12.07	16	Supprimer "A compter du premier jour du mois suivant la date de ratification."
6.	63,88 161	12.06	16	Supprimer la 2 ^e phrase du premier paragraphe. Supprimer le 2 ^e paragraphe au complet.
7.	455, 858	44.04	25	Modifier comme suit: "Les machines doivent maintenir une vitesse accrue ou réduite pendant une période de douze (12) jours ouvrables avant que les changements aux taux prévus à l'échelle ne s'appliquent).

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
8.	138	7.08	11	Ajouter: "Lorsqu'en raison de l'absence d'un employé, un poste est temporairement vacant, il est comblé par la promotion, dans l'échelle de progression, des employés alors au travail sur le même quart que l'employé absent; si toutefois, cette absence est prévue ou devait durer trente (30) jours ou plus, le poste est comblé par la promotion du plus ancien qui suit immédiatement dans l'échelle de progression, à condition toutefois qu'il possède les qualifications nécessaires pour bien remplir la tâche."
9.	Toutes les sec- tions locales	Nouveau	16	Ajouter: "Le _____ * , l'assurance-vie collective est augmentée et atteint le niveau désigné à l'article 4B et à l'annexe A, selon le cas, du mémoire d'entente signé à Ottawa le 26 septembre 1981. Il est en outre entendu qu'aucune autre modification ne sera apportée à la protection offerte par l'assurance-vie collective jusqu'à l'échéance du moratoire mentionné à l'article 15 du mémoire d'entente dont il est question ci-dessus." *l'entrée en vigueur s'effectue le premier du mois qui suit la date de ratification.
10.	132, 134, 249, 67, 133, 90, 109, 138, 239, 253, 32, 40	Annexe sur l'in- dennité hebdoma- daire	16	Les dispositions de l'article 5 b) du régime d'indemnité hebdomadaire sont transférées à l'article 3 c) du même régime.
11.	455, 858	22.02	20	Ajouter à la fin de l'article 22.02: "... à l'exception des employés désignés dans la lettre d'entente qui entre en vigueur le 1 ^{er} mai 1982."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
12.	138, 253	31	24	<p>Modifier comme suit:</p> <p>"31.01 Un grief naissant dans l'un quelconque des départements de l'usine est soumis au surintendant ou superviseur responsable, de préférence par écrit. Si le surintendant ou superviseur ne peut régler le grief à la satisfaction du syndicat dans les quarante-huit (48) heures qui suivent, le grief est alors soumis au directeur de l'usine dans les cinq (5) jours suivants et le directeur dispose alors d'une semaine pour soumettre la réponse."</p> <p>L'article 31.02 devient l'article 31.03 et est remplacé par ce qui suit:</p> <p>"Si la réponse du directeur de l'usine ne règle pas le grief à la satisfaction du syndicat, ce dernier dispose alors d'une semaine pour soumettre le grief au vice-président concerné de la compagnie et au vice-président national du syndicat ou à leurs représentants respectifs. A défaut d'entente, le grief est alors soumis à un tribunal d'arbitrage; le vice-président de la compagnie nomme un membre du tribunal, le vice-président national du syndicat en nomme un autre et les deux (2) personnes ainsi nommées choisissent de concert un troisième membre dans un délai de cinq (5) jours."</p> <p>L'article 31.03 devient l'article 31.04 et l'article 31.04 devient l'article 31.05.</p>
13.	32	Annexe G article 11	26	<p>Modifier comme suit:</p> <p>"Lorsqu'un employé est muté à un poste d'apprenti dans un métier, il conserve l'ancienneté accumulée dans son emploi précédent pendant six (6) mois de travail réel à l'usine, en excluant le temps consacré aux cours de formation. Après cette période probatoire, son ancienneté ne s'accumulera que dans l'emploi qu'il occupe désormais au sein du groupe des métiers. Si, à la fin de la période d'apprentissage (4 ans), un poste de compagnon est libre dans le métier de sa compétence, l'apprenti est choisi, deux (2) années d'ancienneté à titre de compagnon lui sont accordées et il devient admissible à une promotion conformément au programme de formation des gens de métier."</p>

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
14.	32	32.03	26	Supprimer l'article 32.03.
15.	32, 67	Régime de promotion des électriciens	26	Modifier l'article 3 7) du régime pour que le libellé soit de "25¢" au lieu de "17¢".
16.	Toutes les sections locales sauf celles du Québec	Régime de retraite	34	Ajouter: "Le régime de retraite d'Abitibi-Price, qui est enregistré dans la province de l'Ontario, fait partie de la présente convention collective. Il est entendu et accepté qu'aucune modification ne sera apportée à ce régime de retraite d'ici à l'expiration du moratoire auquel il est fait allusion dans l'article 15 du mémoire d'entente signé à Ottawa le 26 septembre 1981." Le libellé ci-dessus remplace toute autre référence au régime de retraite.
17.	Sections locales du Québec	Régime de retraite	34	Ajouter: "Le régime de retraite d'Abitibi-Price, qui est enregistré dans la province de Québec, fait partie de la présente convention collective. Il est entendu et accepté qu'aucune modification ne sera apportée au présent régime d'ici à l'expiration du moratoire auquel il est fait allusion dans l'article 15 du mémoire d'entente signé à Ottawa le 26 septembre 1981." Le libellé ci-dessus remplace toute autre référence au régime de retraite.
18.	32	15.03	15	Modifier comme suit: "La paie de repos doit être payée au taux régulier majoré de moitié à condition que l'employé soit censé travailler ce jour-là et que la prime d'heures supplémentaires soit applicable."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
19.	455, 858	21.01	22	Supprimer "réguliers".
20.	239		6	Ajouter l'article 7.06 suivant: 7.06 "Si le nombre d'employés ayant le plus d'ancienneté et mis à pied de façon permanente dépasse celui des employés ayant moins d'ancienneté qui occupent les postes les moins élevés dans les lignes de progression, la compagnie, à la demande du syndicat, doit indiquer d'autres débouchés dans des occupations détenues par des employés ayant moins d'ancienneté, même si ces occupations sont d'un niveau supérieur à celui des occupations les moins élevées dans les lignes de progression, afin d'assurer la continuité d'emploi aux employés ayant le plus d'ancienneté. Ces derniers recevront, si nécessaire, la formation appropriée."
21.	455, 858	43.02	3	Modifier comme suit: "un préavis maximum de quinze (15) jours civils" au lieu de "un préavis d'un mois."
22 a)	50	16.05	8	Ajouter: "Un employé de jour rappelé, qui travaille deux (2) heures ou plus après minuit, a droit à une période de repos (avec salaire au taux horaire régulier) d'une durée correspondant à la période durant laquelle il travaille entre minuit et 7h ou 8h (selon le cas), à la condition qu'il soit prévu qu'il travaille à 7h ou 8h (selon le cas) ce même jour et qu'il se présente à l'heure ainsi différée."
22 b)	161	15.01.09		Modifier comme suit: "Un employé de jour rappelé qui travaille deux (2) heures ou plus après minuit a droit à une période de repos, (avec salaire au taux horaire régulier), d'une durée correspondant à la période durant laquelle il travaille entre minuit et 8h, à la condition qu'il soit prévu qu'il travaille à 8h le lendemain et qu'il se présente à l'heure ainsi différée."

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
22 c) 455, 858	31.07 b)		Ajouter: "Un employé de jour préposé à l'entretien qui est rappelé et qui travaille deux (2) heures ou plus après minuit a droit à une période de repos (avec salaire au taux horaire régulier) d'une durée correspondant à la période durant laquelle il travaille entre minuit et 8h, à la condition qu'il soit prévu qu'il travaille à 8h ce même jour et qu'il se présente à l'heure ainsi différée."
23. 50	21.01 b)	8	Ajouter le paragraphe (v) suivant: "Lorsque, à la demande de la compagnie, un employé participe à des réunions, des inspections, des enquêtes ou exécute du travail de prévention des accidents ou des incendies, il est censé être au travail et il ne perd pas de salaire. Il est rémunéré au taux horaire régulier (taux majoré de moitié le dimanche) pour le travail qu'il aurait normalement exécuté ce jour là, plus les primes d'équipe."
24. 67 90 32 132 133 138 249 1093 40	17.02 17.02 15.02 17.02 17.02 17.02 18.02 15.02 17.02	12	Modifier comme suit: "Un employé de jour rappelé, qui travaille deux (2) heures ou plus après minuit, a droit à une période de repos (avec salaire au taux horaire régulier) d'une durée correspondant à la période durant laquelle il travaille entre minuit et 8h, à la condition qu'il soit prévu qu'il travaille à 8h ce même jour et qu'il se présente à l'heure ainsi différée."
25. 109 90	19.01	14	Modifier comme suit: "Fermeture de vingt-quatre (24) heures à l'occasion du Jour de l'An. Les heures de fermeture sont déterminées chaque année localement avant le 15 octobre. En cas de désaccord, la compagnie applique l'article 19.02 et informe le syndicat au plus tard le 31 octobre chaque année."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
26.	455 858	11.02	16	Modifier comme suit: "100 jours" au lieu de "150 jours."
27.	63/88 161	11.01	22	Supprimer le mot "continu".
28 a)	Toutes les sections locales (sauf 50, 63, 88, 161)	Variés	29	Ajouter: CONGÉS AUTORISÉS .01 a) "Un congé sans solde d'une durée maximale de trois (3) mois peut être accordé à la discrétion de la direction pour les raisons suivantes: 1. raisons personnelles légitimes; 2. travail syndical officiel; 3. candidature à un poste politique au niveau provincial ou fédéral. Un congé de ce genre peut se prolonger jusqu'à sept (7) jours après la date de l'élection; 4. service militaire; 5. responsabilités de représentant municipal élu. b) Le congé accordé en vertu de l'article a) n'entraîne pas de perte d'ancienneté. c) Un congé sans solde peut être accordé, à la discrétion de la compagnie, à un employé élu à la législature fédérale ou provinciale. Ce congé se termine normalement le 30 ^e jour qui suit l'expiration d'un mandat, mais dans aucun cas, ne peut excéder cinq (5) ans. d) Le congé autorisé prévu à l'article c) n'interrompt pas la continuité du service, mais la période d'absence n'entre pas en ligne de compte dans l'établissement de tout avantage relié à la durée du service.

Sections
locales

Ancien
numéro

Nouveau
numéro

Modification

e) L'employé à qui l'on accorde un congé autorisé de plus d'un (1) mois doit payer à l'avance la prime entière d'assurance-vie collective et de toute autre assurance selon les dispositions des polices en vigueur.

f) Toute demande de congé doit être formulée par écrit.

g) La compagnie peut exiger d'un employé qu'il utilise les vacances auxquelles il a droit avant de commencer un congé autorisé.

.02 a) Du temps libre avec paie est accordé à l'employé tenu de subir des examens écrits durant ses heures normales de travail, si ces examens visent l'obtention d'un certificat nécessaire à la pratique de son occupation.

b) La paie, dans un cas semblable, est versée au taux normal et pour une durée de huit (8) heures au maximum.

28 b) 50
63
88
161

Variés

29

Ajouter:

CONGÉS AUTORISÉS

.01 a) "Un congé sans solde d'une durée maximale de trois (3) mois peut être accordé à la discrétion de la direction pour les raisons suivantes:

1. raisons personnelles légitimes;
2. candidature à un poste politique au niveau provincial ou fédéral. Un congé de ce genre peut se prolonger jusqu'à sept (7) jours après la date de l'élection;
3. service militaire;
4. responsabilités de représentant municipal élu.

b) Le congé accordé en vertu de l'article a) n'entraîne pas de perte d'ancienneté.

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>	
			<p>c) Un congé sans solde peut être accordé, à la discrétion de la compagnie, à un employé élu à la législature fédérale ou provinciale. Ce congé se termine normalement le 30^e jour qui suit l'expiration d'un mandat, mais dans aucun cas, ne peut excéder cinq (5) ans.</p> <p>d) Le congé autorisé prévu à l'article c) n'interrompt pas la continuité du service, mais la période d'absence n'entre pas en ligne de compte dans l'établissement de tout avantage relié à la durée du service.</p> <p>e) L'employé à qui l'on accorde un congé autorisé de plus d'un (1) mois doit payer à l'avance la prime entière d'assurance-vie collective et de toute autre assurance selon les dispositions des polices en vigueur.</p> <p>f) Toute demande de congé doit être formulée par écrit.</p> <p>g) La compagnie peut exiger d'un employé qu'il utilise les vacances auxquelles il a droit avant de commencer un congé autorisé.</p> <p>.02 a) Du temps libre avec paie est accordé à l'employé tenu de subir des examens écrits durant ses heures normales de travail, si ces examens visent l'obtention d'un certificat nécessaire à la pratique de son occupation.</p> <p>b) La paie, dans un cas semblable, est versée au taux normal et pour une durée de huit (8) heures au maximum."</p>	
29.	132	Annexe B (4e)	33	Supprimer (24 mars).
30.	455/ 858	36	33	Ajouter ce qui suit à l'article 36.01: "... et après quarante (40) heures travaillées au taux régulier comme débardeur." Ajouter ce qui suit à l'article 36.01 a): "Il n'y aura pas de superposition (pyramidage) de taux et demi et la rémunération pour le travail supplémentaire sera calculée sur une seule base."

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
31. Toutes les sections locales	Variés	1	<p>Ajouter le libellé suivant:</p> <p>"La section "dispositions générales" de la présente entente lie les compagnies ci-dessous du groupe Abitibi-Price, le Syndicat canadien des travailleurs du papier et les sections locales suivantes du S.C.T.P.:</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Iroquois Falls) et les sections locales 90 et 109.</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Smooth Rock Falls) et la section locale 32.</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Fort William) et la section locale 132.</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Thunder Bay) et les sections locales 134 et 249.</p> <p>X Abitibi-Price Inc., division des papiers fins (division Port Arthur) et les sections locales 239 et 40.</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Sault-Sainte-Marie) et les sections locales 67 et 133).</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Grand Falls) et les sections locales 63, 88 et 161.</p> <p>X Abitibi-Price Inc. (division Stephenville) et la section locale 1093.</p> <p>21862-02 21863-02 129-1</p> <p>La Compagnie Price Limitée (papeterie Beaupré) et les sections locales 138 et 253.</p> <p>La Compagnie Price Limitée (papeterie Kénoami) et la section locale 50.</p> <p>La Compagnie Gaspésia Limitée (papeterie Chandler) et les sections locales 455 et 858.</p> <p>Dans la section "dispositions générales" de la convention collective, chaque employeur est appelé "compagnie" et chaque syndicat local est appelé "syndicat".</p> <p>Les diverses clauses "parties" sont modifiées pour être libellées comme suit:</p>

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
32. Toutes les sections locales	Nouveau	5	<p>"La présente entente est conclue entre (insérer le nom de la compagnie et de l'installation) désignée dans la présente par la "compagnie", et le Syndicat canadien des travailleurs du papier - CTC et sa section locale (insérer le(s) numéro(s) de(s) sections(s) locale(s), désignée dans la présente par le "syndicat", et s'applique à l'usine que possède la compagnie à (insérer le nom de l'endroit)."</p> <p>Ajouter:</p> <p>"Les parties s'entendent pour que les questions locales pouvant surgir dans les usines pendant l'application de la convention collective soient identifiées et discutées dans l'usine concernée avant le début des négociations paritaires. Par conséquent, il est entendu que le syndicat présentera à la direction locale une liste complète des questions locales au plus tard le 30 janvier de la dernière année de la convention. Il est entendu que seules les questions locales découlant de situations se présentant après le 30 janvier peuvent par la suite être soulevées comme questions locales avant que les négociations ne commencent."</p> <p>La direction accepte de tenir des rencontres, de discuter et d'essayer de régler ces questions au plus tard le 1^{er} mars de la dernière année de la convention.</p> <p>Il est entendu que:</p> <p>a) les questions pouvant avoir ou non des répercussions pécuniaires (pour améliorer les conditions de travail, par exemple), mais qui ne concernent que l'installation où elles sont présentées sans pouvoir s'appliquer directement ailleurs, constituent des questions locales;</p> <p>b) les questions entraînant une modification des clauses normatives ne constituent pas des questions locales.</p>

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
33.	90	8.03	7	<p>Modifier la dernière phrase pour qu'elle se lise comme suit:</p> <p>"Ce principe s'applique également au démarrage après un congé statutaire; il est entendu qu'aucun employé ne doit se présenter au travail plus de trois (3) heures avant la fin de la période d'arrêt du congé statutaire."</p>
34.	90	9.03	7	<p>Ajouter:</p> <p>"Il est entendu qu'aucun employé ne doit se présenter au travail plus de trois (3) heures avant la fin de la période d'arrêt du congé statutaire afin de préparer le démarrage."</p>
35.	161	15.02.02	8	<p>Modifier comme suit:</p> <p>"Les employés de quart faisant partie de l'équipe du chargement des navires sont rémunérés au taux régulier majoré de moitié pour tout travail exécuté le samedi, à condition qu'ils aient travaillé au moins une partie de chacun des cinq (5) jours précédant immédiatement le samedi ou</p> <ul style="list-style-type: none">a) qu'ils aient été absents à cause d'un congé statutaire;b) qu'ils aient été absents à cause d'un congé supplémentaire le jour où le chargement de papier à bord d'un navire était prévu;c) qu'ils aient été absents à cause du déchargement d'un navire transportant de la soude caustique le jour où le chargement de papier à bord d'un navire aurait été prévu."
36.	63, 88, 161	12.07.01	16	<p>Modifier "30 avril 1982" par le libellé "30 avril 1984."</p>

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
37.	132, 90, 67, 32, 134, 40	Annexe de l'appren- tissage des métiers, article 4	26	Ajouter comme paragraphe 14: "La compagnie rembourse aux apprentis qui fréquentent une école professionnelle gouvernementale les frais complets engagés par l'employé (moins toute contribution faite par un organisme gouvernemental) pour les manuels requis, à condition que les apprentis réussissent le cours."
38.	134	Annexe "O", article 16	Annexe 3	Ajouter à titre d'article 16 intitulé " <u>Mesures de discipline</u> ": "Il est entendu et accepté que toutes les mesures de discipline qui remontent à plus de trois (3) ans et qui concernent uniquement des infractions mineures n'ayant entraîné que des suspensions d'au maximum trois (3) jours seront supprimées du dossier de l'employé."
39.	50	19.03 e)	8	Ajouter "en plus de l'équipe régulière."
40.	455/858	25.08	14	Modifier la dernière phrase pour que le libellé soit: "Il est entendu que les employés feront du nettoyage pendant une (1) heure après l'arrêt de production prévu et se présenteront au travail une (1) heure avant le démarrage prévu."
41.	132, 90 67, 32, 134, 40	Annexe de l'appren- tissage des métiers, article 4	26	Ajouter à titre de paragraphe 15: "Dans le cas des apprentis qui doivent loger à l'extérieur de leur foyer pour fréquenter une école professionnelle gouvernementale, la compagnie accorde une allocation de séjour additionnelle de 65\$ par semaine, moins toute allocation comparable venant d'un organisme gouvernemental."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
42.	134, 90	Annexe O, article 15, Annexe P, article 14	Annexe 3	Ajouter: "Si l'employé ne désire pas être représenté, le syndicat sera avisé."
43.	455/ 858	31.03	8	Modifier comme suit: "Un employé de jour requis de travailler pen- dant l'heure du repas (soit entre 12h et 13h) a droit à quatre (4) heures de paie calculées au taux horaire régulier s'il n'en a pas été informé avant 11h45."
44.	1093	Annexe K, article 10	33	Modifier comme suit: "Si le chargement du navire est terminé, ou si le travail cesse à cause des mauvaises condi- tions du temps, avant la fin d'une période de travail et que les employés sont renvoyés chez eux, ils sont payés pour deux (2) heures addi- tionnelles au même taux qui leur est versé pour le travail déjà effectué; toutefois, cette rémunération ne devra dépasser en aucun cas douze (12) heures de paie pour cette pé- riode de paie."
45.	32 67 90 109 132 133 134 138 239 249 253 1093 40	7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 7.01 6.06 b) 7.02	6	Modifier la dernière phrase comme suit: "Dans tous les cas de promotion, la compagnie prendra en considération l'ancienneté, la com- pétence et les qualifications. Lorsque ces deux (2) derniers facteurs sont relativement égaux, l'ancienneté prévaudra."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
46.	455/858	31.08	8	Modifier comme suit: "Un employé de jour préposé à l'entretien et requis de demeurer au travail après ses heures régulières afin de faire un démarrage dans un département, sera rémunéré au taux régulier majoré de moitié. S'il exécute un autre travail non relié au démarrage dans un autre département ou sur l'autre machine à papier, il est rémunéré conformément à l'article de rappel."
47.	40	Article 12	8	Ajouter comme 12.02 d) 12.02 d) "Les périodes de repas auxquelles il est fait allusion aux paragraphes a) et b) ci-dessus ne débuteront pas après 13h."
48.	40	Mémoire d'entente uniquement		La compagnie accepte d'entreprendre des discussions avec le syndicat pour essayer d'identifier les emplois dans les zones extrêmement sales où le port de vêtements protecteurs est nécessaire.
49.	40	Mémoire d'entente uniquement		La compagnie accepte de rencontrer la direction de la section locale 40 pour discuter des problèmes des postes et de la progression.
50 a)	40	7.02	6	Changer: "cinq (5) jours ouvrables" par "dix (10) jours ouvrables".
50 b)	40	7.09	6	Modifier la première phrase pour qu'elle se lise comme suit: "Dans le cas d'une mise à pied, compte tenu de la juridiction de chacun des syndicats signataires, l'ancienneté prévaut."
51.	40	12.03	8	Remplacer "12h30" par "12h20" et "4h30" par "4h20".

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
52.	40	Annexe F, A.6	26	Ajouter la phrase suivante à la fin du premier paragraphe: "Le comité des apprentis se réunit au moins une fois tous les trois (3) mois."
53.	40	Annexe F, A.13	26	Remplacer "vingt (20) jours ouvrables prévus" par "trente (30) jours ouvrables prévus."
54.	40	Mémoire d'entente uniquement		La compagnie accepte d'entreprendre des dis- cussions exploratoires concernant les heures de travail des employés de jour.
55.	40	Mémoire d'entente uniquement		La compagnie accepte d'entreprendre des dis- cussions à propos des problèmes d'ordonnance- ment résultant des opérations à temps réduit.
56.	40	Mémoire d'entente uniquement		La compagnie accepte d'entreprendre des dis- cussions concernant l'examen et la mise à jour des lettres d'intention ou d'entente actuelle- ment en vigueur.
57.	90	2.04		Ajouter: "Si au cours de la durée de la convention col- lective, les parties se mettent d'accord sur une modification ou une addition à la présente convention, ces dernières n'entreront pas en vigueur à moins d'avoir été déposées par écrit sous la forme d'une lettre d'entente dûment signée par les parties à la présente conven- tion. Les lettres d'entente font partie de la convention collective en cours."
58.	90	4.03	4	Ajouter: "Il est convenu qu'à partir de la date de la ratification, les postes et employés précédem- ment sous la juridiction de la section 1371 de l'I.A.M. passent à la section locale 90 du S.C.T.P."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
59.	90	5.04	3	Ajouter: "Le montant des cotisations syndicales déduites au cours de chaque année fiscale sera indiqué sur les T-4 des employés."
60.	90	16.01 a)	11	Modifier la première phrase comme suit: "L'horaire de travail de tous les employés est affiché au plus tard à 15h le jeudi. La compagnie se réserve toutefois le droit de réviser ces horaires jusqu'à 15h le vendredi précédant la semaine de travail. Ces horaires indiqueront le ou les jours de congé pour chaque membre de l'équipe."
61.	90	Annexe C	15	Les classifications qui suivent sont ajoutées à l'échelle des salaires 1 ^{er} mai 1981 Contremaître adjoint de l'atelier des machinistes - 13,21\$ Contremaître adjoint au soudage 13,21\$ Ajouter à l'échelle des salaires: "Une prime de 25¢ l'heure pour la rectification des meules entrera en vigueur lorsque la nouvelle rectifieuse sera mise en route. La classification de "contremaître des mécaniciens d'entretien" sera enlevée de l'échelle des salaires."
62.	90	Annexe I	26	<u>Régime de promotion des hommes de métier</u> Modifier comme suit l'article relatif au Soudeur, classe "A": "... lire les plans et travailler selon les spécifications; fabriquer tous les types de structures soudées..."

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
63.	90	Annexe I article S.3 5)	6	Au 3 ^e paragraphe de l'article f), remplacer "deux" par "trois".
64.	90	Annexe H	Annexe 3	Ajouter: "Au plus tard le 1 ^{er} février de chaque année, l'employé ayant droit à des vacances (ou qui aura droit à des vacances) pendant l'année, doit indiquer par écrit sur un formulaire fourni par la compagnie les périodes de vacances qu'il désire prendre. Les formulaires doivent être remplis et remis au contremaître de l'employé au plus tard le 1 ^{er} mars de chaque année."
65.	90	Mémoire d'entente uniquement		<u>Comité de santé et de sécurité au travail</u> La compagnie accepte de garder le nombre actuel de représentants au Comité de santé et de sécurité (cinq représentants de la compagnie); deux des 5 représentants syndicaux feront partie de la section locale 90.
66.	90	24.01	24	Ajouter à l'article 24.01 "Par la suite, un repas chaud additionnel est fourni à des intervalles de quatre (4) heures.
67.	Toutes les sections locales	Variés	5	<u>Durée</u> Modifier toutes les indications pour que le libellé soit: "1 ^{er} mai 1982" au lieu de "1 ^{er} mai 1980" et "30 avril 1984" au lieu de "30 avril 1982."

15

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>	
68.	455/858 63/88 161 32 90 109 67 133 132 134 249 138 253 239 093 1 40	Art. 10.08 Art. 12:01:10 Art. 12:01:10 Ann. H, S.6 d) Ann. K, S.6 d) Ann. H, S.6 d) Ann. J, S.6 d) Ann. G, S.6 d) Ann. J, S.6 d) Ann. J, S.6 d) Ann. G, S.6 d) Ann. G, S.6 d) Ann. D, S.6 d) Ann. F, S.6 d) Ann. C, S.6 d) Ann. G, S.6 d)	16	<p><u>Indemnité hebdomadaire - Ajouter:</u></p> <p>Si l'on en fait la demande, la compagnie peut après réception d'une demande de règlement officielle, faire des paiements par anticipation aux dates de paie normales, jusqu'à ce que la demande en question soit traitée.</p> <p>L'employé doit rembourser à la compagnie tous les montants payés par anticipation avant que la compagnie soit informée de la décision rendue à propos de la demande.</p> <p>Si la demande est refusée, les paiements par anticipation non remboursés par l'employé dans les trente jours suivant la réception de la non-recevabilité de la demande de règlement seront recouverts par la compagnie au moyen de retenues sur le salaire normal de l'employé.</p>
69.	Toutes les sections locales	Mémoire d'entente uniquement	<p><u>Conventions en versions française et anglaise</u></p> <p>1. La convention collective de 1982 pour Chandler (sections locales 455/858) sera imprimée en français et en anglais, en une seule brochure, et la version française constituera le texte officiel.</p> <p>2. Les conventions collectives de 1982 pour Beaupré (sections locales 138 et 253) seront imprimées en français. Les conventions collectives de 1984 pour Beaupré seront imprimées dans les deux langues, en une seule brochure, et la version française constituera le texte officiel.</p> <p>3. Toutes les autres conventions collectives de 1982 seront imprimées dans la même langue que celle qu'on avait utilisée en 1980. La compagnie essaiera d'obtenir la traduction de ces ententes au cours des deux prochaines années, mais ne peut s'engager à fixer un délai précis pour la réalisation complète de ce travail. Lorsque tous ces textes seront traduits, il sera possible de se les procurer dans les deux langues; la version française constituera le texte officiel pour l'entente de la section locale 50 et ce sera la version anglaise qui servira de texte officiel pour toutes les autres conventions.</p>	

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
70.	32	Article 20	<u>Congé de deuil</u> - Nouveau libellé:
	90	Article 22	
	109	Article 22	.01 Lors du décès du conjoint de l'employé, de l'enfant, de l'enfant adopté ou de l'enfant du conjoint d'un employé, ce dernier a droit à un congé de deuil et reçoit, par jour, une paie de huit (8) heures au taux horaire normal jusqu'à concurrence de cinq (5) jours ouvrables consécutifs et perdus au cours d'une période de six (6) jours commençant à la date du décès.
	67	Article 22	
	133	Article 22	
	132	Article 22	
	134	Article 22	.02 Lors du décès de la mère, du père, des parents nourriciers, des parents adoptifs, du frère, de la soeur, de la belle-mère, du beau-père, de la belle-mère et du beau-père par remariage, du demi-frère, de la demi-soeur, de la grand-mère, du grand-père et des petits-enfants d'un employé, ce dernier a droit à un congé de deuil et reçoit par jour, une paie de huit (8) heures au taux horaire normal jusqu'à concurrence de trois (3) jours ouvrables consécutifs perdus au cours d'une période de six (6) jours commençant le jour du décès.
	249	Article 22	
	138	Article 23	.03 Lorsque, en raison de l'éloignement, un employé ne peut assister aux funérailles, il a quand même droit à un congé de deuil d'une journée (1) au cours de la période de six (6) jours commençant à la date du décès.
	253	Article 23	
	239	Article 21	.04 L'employé sera rémunéré au taux horaire normal, même si un ou plusieurs jours de congé de deuil surviennent un dimanche ou un jour férié.
			.05 Ce congé n'est payé que si l'employé assiste aux funérailles, sous réserve des dispositions du paragraphe 03.
			.06 Le taux horaire normal signifie le taux horaire de l'occupation à laquelle l'employé aurait travaillé s'il n'avait pas été en congé de deuil.

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
70 b) 455/858	Article 16	17	<p><u>Congé de deuil - Nouveau libellé:</u></p> <p>.01 Lors du décès du conjoint de l'employé, de l'enfant, de l'enfant adopté ou de l'enfant du conjoint d'un employé, ce dernier a droit à un congé de deuil et reçoit, par jour, une paie de huit (8) heures au taux horaire normal jusqu'à concurrence de cinq (5) jours ouvrables consécutifs et perdus au cours d'une période de six (6) jours commençant à la date du décès.</p> <p>.02 Advenant le décès d'un proche parent d'un employé, ou simultanément de plus d'un de ses proches parents, l'employé a droit à un congé payé de trois (3) jours ouvrables, dont l'un sera le jour même des funérailles; tous devront être pris au cours d'une période de sept (7) jours consécutifs à partir du jour des funérailles. En aucun cas ces jours de congé ne lui seront accordés s'il n'assiste pas aux funérailles et sous aucun prétexte le taux majoré de moitié ne sera payé pour ces jours de congé.</p> <p>.03 Le congé est accordé seulement si la demande en est faite avant le jour des funérailles et l'employé devra indiquer les trois (3) jours où il sera absent, ainsi que la date de son retour au travail. Par taux horaire normal, on entend le taux établi pour le genre de travail que l'employé aurait exécuté s'il n'avait pas été en congé à l'occasion d'un décès.</p> <p>.04 a) Les personnes suivantes sont considérées comme proches parents: la mère, le père, les parents adoptifs, les parents nourriciers, la belle-mère, le beau-père, les frères, les soeurs, le gendre, la bru, la grand-mère, le grand-père, les petits-enfants, les demi-frères et les demi-soeurs. Pour avoir droit à un tel congé, l'employé devra avoir été inscrit sur les listes de paie de la compagnie pendant au moins trente (30) jours.</p> <p>b) Un employé peut également s'absenter de son travail et est payé au taux horaire normal pendant huit (8) heures à l'occasion du décès du frère ou de la soeur du conjoint, le mari ou l'épouse du frère ou de la soeur de l'employé et s'il assiste aux funérailles. Pour être admissible à un tel congé, l'employé doit se conformer aux exigences du paragraphe 16.02 ci-dessus.</p>

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
70 c) 1093	Article 20	17	<p><u>Congé de deuil - Nouveau libellé:</u></p> <p>.01 Lors du décès du conjoint de l'employé, de l'enfant, de l'enfant adopté ou de l'enfant du conjoint d'un employé, ce dernier a droit à un congé de deuil et reçoit, par jour, une paie de huit (8) heures au taux horaire normal jusqu'à concurrence de cinq (5) jours ouvrables consécutifs et perdus au cours d'une période de six (6) jours commençant à la date du décès.</p> <p>.02 Lors du décès de la mère, du père, des parents nourriciers, des parents adoptifs, du frère, de la soeur, de la belle-mère, du beau-frère, de la belle-mère, du beau-père, de la belle-mère et du beau-père par remariage, du demi-frère, de la demi-soeur, de la grand-mère, du grand-père et des petits enfants d'un employé, ce dernier a droit à un congé de deuil et reçoit par jour, une paie de huit (8) heures au taux horaire normal jusqu'à concurrence de trois (3) jours ouvrables consécutifs perdus au cours d'une période de six (6) jours commençant le jour du décès.</p> <p>.03 Lorsque, en raison de l'éloignement, un employé ne peut assister aux funérailles, il a quand même droit à un congé de deuil d'une (1) journée au cours de la période de six (6) jours commençant à la date du décès.</p> <p>.04 L'employé est rémunéré au taux horaire normal, même si un ou plusieurs jours de congé de deuil surviennent un dimanche ou un jour férié.</p> <p>.05 Ce congé n'est payé que si l'employé assiste aux funérailles, sous réserve des dispositions du paragraphe 03.</p> <p>.06 Le taux horaire normal signifie le taux horaire de l'occupation à laquelle l'employé aurait travaillé s'il n'avait pas été en congé de deuil.</p> <p>.07 Pour avoir droit à ce congé de deuil, l'employé doit avoir plus de soixante (60) jours d'ancienneté auprès de la compagnie, faire la demande pour le paiement au plus tard trente (30) jours après la perte de temps, ne pas être absent en raison de vacances, maladie congé en raison d'un accident de travail ou congé autorisé et ne pas avoir été mis en disponibilité au moment où le congé est demandé.</p>

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
70 d)	63, 88 161	Article 19.03		Un congé de deuil de trois (3) jours est accordé lors du décès du père, du beau-père, du beau-père par remariage, de la mère, de la belle-mère, des petits-enfants, de la belle-mère par remariage, des parents nourriciers, des parents adoptifs, du frère, de la sœur, la grand-mère, du grand-père, du demi-frère et de la demi-soeur de l'employé.
70 e)	40	22	17	Nouveau libellé Ajouter à l'article 22.01: "enfant adopté". Ajouter à l'article 22.02: "petits-enfants, parents nourriciers et parents adoptifs."
71.	67 133 134 249 239 132 32 90 109 138 253 1093 40	27.01 a) 27.01 a) 27.01 a) 27.01 a) 26.01 a) 27.01 a) 25.01 a) 27.01 a) 27.01 a) 28.01 a) 28.01 a) 25.01 a) 27.01 a)	22	<u>Indemnité de cessation d'emploi</u> L'indemnité est équivalente à une semaine de paie pour chaque année de la dernière période complète de service sans une interruption causée par un manque de travail. Elle n'est pas versée aux employés démissionnaires ou congédiés. La moitié de l'indemnité sera payée après que l'employé aura été licencié à cause de l'abolition du poste pour une période de six (6) semaines. La seconde moitié sera versée après que l'employé aura été licencié depuis trois (3) mois. C'est à l'employé qu'incombe la responsabilité de se prévaloir de cette clause.
72.	Toutes les sections locales	Mémoire d'entente uniquement		<u>Sécurité d'emploi</u> Les clauses sur l'automatisation et les changements technologiques, sur la sécurité d'emploi et sur l'indemnité de cessation d'emploi dans les diverses conventions d'Abitibi-Price concernent la plupart des changements qui peuvent avoir un effet sur l'emploi des travailleurs. Lors de projets d'envergure, comme celui de l'installation de la machine à papier n° 8 à Iroquois Falls, la compagnie est disposée à s'entendre avec le syndicat concerné pour élaborer des programmes visant à diminuer les répercussions qu'ont ces projets sur les employés permanents.

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
76.	63/88	23.01		<u>Conversion au système métrique</u>
	161	16.06.01	Supprimer 16.06.02	Remplacer les clauses actuelles par le libellé suivant:
	32	38.02		"Lorsqu'un employé possède déjà un outil en mesures impériales et la compagnie lui demande de posséder un outil équivalent en mesures métriques, la compagnie assume 50 p. cent du coût de l'outil métrique requis."
	90	39.02		
	109	37.02		
	67	39.02		
	133	37.02		
	132	40.02		
	134	40.02		
	249	38.02		
	138	38.01	Supprimer 38.02	
	253	40.01	Supprimer 40.02	
	239	38.02		
	40	43.02		
	1093	40.01		
	455/858	(nouveau)		
77.	Toutes les sections locales	Mémoire d'entente uniquement		<u>Certificat médicaux</u> La compagnie doit rembourser à un employé les honoraires standard demandés par un médecin pour remplir un certificat médical en cas de maladie, si ce certificat est exigé par la compagnie pour appuyer la demande de règlement d'un employé conformément au régime d'indemnité hebdomadaire. Le paiement s'effectue dès que l'employé présente un reçu officiel du médecin traitant.
78 a)	455/858	18.06	14	<u>Congés statutaires au Québec</u> Ajouter: "Les congés mobiles et ceux indiqués aux articles * de la convention collective prendront la place des congés statutaires payés et chômés désignés par la loi, comme le Vendredi Saint, la fête de la Reine ou de Dollard, le jour de l'Action de grâces ou d'autres." * Il s'agit des articles concernant les congés mobiles, les congés de fermeture et la Saint-Jean-Baptiste.
	138	20.09		
	253	20.09		
	50	26.05		

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
78 b) 455/858 138 253 50	25.10 19.11 19.11 24.05	14	Ajouter: Lorsqu'un congé statutaire correspond à un jour de congé de l'employé, il n'est pas nécessaire que ce dernier prenne un autre jour de congé en plus du congé statutaire, à moins qu'il ne le désire. Dans ce cas, le jour de congé servant à remplacer le congé statutaire sera pris à un moment déterminé d'un commun accord.
78 c) 455/858 138 253 50	Mémoire d'entente uniquement		Si deux des trois compagnies (ou groupe de compagnies) suivantes - E.C.N.G., C.I.P., Consolidated Bathurst - acceptent de payer les trois congés statutaires supplémentaires au cours de la ronde de négociations de 1982, la compagnie Abitibi-Price rencontrera le syndicat pour discuter de cette question.
79. 455/858	10.01 f)	16	<u>Régimes d'indemnités hebdomadaires et d'assurance-invalidité à long terme (débardeurs de Chandler)</u> Supprimer la clause actuelle et la remplacer par le libellé suivant: <u>Régimes d'indemnités hebdomadaires et d'assurance-invalidité à long terme (débardeurs)</u> Les prestations quotidiennes s'établiront à 70% du taux horaire normal à la date de l'invalidité multiplié par 10 heures. L'indemnité est payable à partir du premier jour d'absence dû à un accident ou une maladie non indemnisable et est maintenue pour chaque jour au cours duquel un employé devrait travailler et aurait normalement travaillé. L'indemnité mentionnée ci-dessus est payable pendant un maximum de quinze (15) semaines civiles. Pendant la période s'écoulant entre la 16 ^e et la 52 ^e semaine de l'invalidité, l'indemnité hebdomadaire est établie en fonction du nombre d'heures travaillées pendant l'année civile précédente multiplié par le taux horaire normal à la date de l'invalidité, multiplié par 70% et divisé par 52.

Sections
locales

Ancien
numéro

Nouveau
numéro

Modification

L'employé doit signaler sa maladie ou accident à son contremaître et fournir la preuve qu'il était malade ou accidenté à partir du premier jour d'absence qui devrait être un jour au cours duquel il était prévu que l'employé travaille et aurait normalement travaillé, et le troisième jour d'absence, selon le cas, ainsi que pour chaque jour de la période durant laquelle il est accidenté ou malade. L'employé sera à partir de ce moment là admissible aux prestations des régimes d'indemnité.

Les prestations mensuelles d'invalidité à long terme sont établies en fonction du nombre d'heures travaillées au cours de l'année civile précédente multiplié par le taux horaire normal à la date de l'invalidité, multiplié par 50% et divisé par 12. Toutes les autres dispositions relatives au régime d'assurance-invalidité à long terme sont les mêmes que celles énoncées à l'article 12.

80. Toutes les sections locales Variés 28

Ajouter:

Réunion mixte de santé et de sécurité

1. Pendant la durée de la convention collective 1982-1984, il y aura chaque année une réunion mixte Abitibi-Price/Syndicat canadien des travailleurs du papier. Ces réunions se tiendront en octobre ou en novembre et les dates et les lieux feront l'objet d'un accord mutuel.
2. Les réunions ont pour objet de promouvoir et d'appuyer une participation conjointe au programme de santé et de sécurité dans toutes les usines visées.
3. Deux représentants de chaque section syndicale locale, dont un membre du comité mixte de santé et de sécurité de l'usine, peuvent participer à la réunion. Les représentants se verront rembourser toute perte de salaire subie à cause de leur participation à la réunion. La compagnie remboursera les frais de déplacement et versera un montant maximum de 50\$ par jour pour les frais de séjour.

<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
			<p>4. Les préparatifs de la réunion et l'élaboration de l'ordre du jour seront confiés à un comité mixte choisi par Abitibi-Price et le Syndicat canadien des travailleurs du papier. Les annexes "B" et "E" du mémoire soumis par le syndicat lors des négociations de 1982 seront étudiées par le comité mixte et les articles appropriés seront ajoutés à l'ordre du jour lors des discussions prévues pour les réunions de 1982.</p> <p>5. L'ordre du jour sera limité aux questions ayant un effet sur la santé et la sécurité des employés dans les usines visées. Les points à l'ordre du jour seront présentés par les représentants des comités paritaires des usines à la fois aux Services des relations industrielles divisionnaires d'Abitibi-Price et au bureau national du S.C.T.P. au plus tard le 1^{er} août de chaque année.</p>
81. Toutes les sections locales	Variés	16	<p><u>Assurance-maladie complémentaire</u></p> <p>Le régime d'assurance-maladie complémentaire sera modifié afin d'inclure l'acupuncture comme dépense paramédicale (7\$ la consultation, maximum de 30 consultations par année).</p>
82. 161	Mémoire d'entente uniquement		<p>La compagnie accepte que les membres de la section locale 161 du S.C.T.P. qui sont préposés au chargement des navires selon l'horaire hebdomadaire des équipes A, B et C soient payés toutes les semaines pour le nombre réel d'heures travaillées jusqu'à un maximum de quarante heures, moins toutes les retenues normales. Le solde, s'il y a lieu, sera conservé par la compagnie et payé tel que demandé aux employés. Cette disposition est facultative et doit faire l'objet d'une demande par l'employé au moyen d'un formulaire fourni par la compagnie.</p>

	<u>Sections locales</u>	<u>Ancien numéro</u>	<u>Nouveau numéro</u>	<u>Modification</u>
83.	Toutes les sections locales	Variés	16	<p>G. <u>Maintien des avantages - Assurance-maladie complémentaire</u></p> <p>Ajouter le libellé suivant:</p> <p>Les employés assurés qui deviennent invalides le ou après le * et qui demeurent invalides pendant plus de douze (12) mois peuvent continuer à être protégés, s'ils le désirent, par le régime d'assurance-vie de groupe et de soins dentaires jusqu'à l'expiration de la période de vingt-quatre (24) mois commençant à la date de l'invalidité. Ces employés peuvent, s'ils le désirent, continuer à être protégés par le régime d'assurance-maladie complémentaire jusqu'à la date de leur retraite ou l'âge de soixante-cinq (65) ans, selon la première de ces éventualités. Le coût complet des primes pour l'extension de ces avantages sera assumé par les employés."</p> <p>* (premier du mois suivant la date de ratification)</p>
84.	50	30.01 b)		<p><u>Congé de deuil</u></p> <p>Modifier pour inclure "les petits-enfants"</p>
85.	63, 88, 161	12.01.01		<p>Modifier la dernière phrase pour que le libellé soit:</p> <p>"la protection sera rajustée le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai de chaque année."</p>
86.	455/858	10.01 a)		<p>Changer "par 40 son taux par heure, tel qu'il existait au 1^{er} janvier de chaque année" par le libellé "par 40 son taux par heure, tel qu'il existait au 1^{er} janvier ou 1^{er} mai précédent, selon la dernière de ces éventualités."</p>

pour
For Abitibi-Price Inc.

La Compagnie Price Limitée

La Compagnie Gaspesia Limitée

82.07.28

J. F. Allison

J. B. Waples
W. K. Churchill

82.07.13

82-07-11

H. Shields

J. W. B. B. B.

A. Abel

D. S. S. S.

82.07.31

9 juillet 82

16 juin 82

J. D. D. D.

H. W. W. W.

D. S. S. S.

Divisions

Iroquois Falls

June 3/82

D. S. S. S.

D. S. S. S.

Sault-Sainte-Marie

June 2/82

D. S. S. S.

Smooth Rock Falls

June 3/82

J. L. L. L.

June 3/82

R. S. S. S.

Grand Falls et Botwood

June 7/82

D. S. S. S.

D. S. S. S.

Stephenville

June 9/82

J. L. L. L.

M. Brothers

La Compagnie Price Limitée

Papeterie Kénogami

16 juin 82

D. S. S. S.

Papeterie Beaupré

16 juin 82

D. S. S. S.

La Compagnie Gaspésia Limitée

Papeterie Chandler

17 juin 82

D. S. S. S.

June 15/82

D. S. S. S.

D. S. S. S.

Thunder Bay

June 9/82

W. Fleming

June 9/82

~~H. Halden~~

Fort William

June 9/82

W. Ryan

June 9/82

W. Halden

Port Arthur

June 9/82

H. Brooks

June 9/82

H. Graham

Syndicat canadien des travailleurs du papier, C.T.C.

dirigeants nationaux

June 23/82 *W. H. Hapala*
July 2/82 *E. H. Hapala*

30 June 82 *Edmond Gilbert*
W. H. Hapala

Iroquois Falls, section locale 109

June 7/82 *W. H. Hapala*
June 3/82 *W. H. Hapala*
R. Barrett } per
G. Lambert } per

section locale 90

June 3/82 *Don Beagan*
E. H. Hapala
John V. Gagne
Bob Hardy

Sault-Sainte-Marie,
section locale 67

June 2/82 *T. G. Gernie*
Ted Bailey
L. S. Hicks

section locale 133

June 2/82 John Schiallagz

June 2/82 B. Co.

Smooth Rock Falls,
section locale 32

June 3/82 Raymond Lefleur
Denis Lefleur

Beaupré, section locale 138

12 Juin 82 Clément Giguère
H. R. Jous H. Tremblay

section locale 253

17 Juin 82 Berter Beaudoin
Jacques Johnston

Kénogami, section locale 50

16/06/82 Arnie Bélanger
Ruslan Gennard.
Konat Deschênes
Rodrigue Deschênes
Fayçal Porter

Chandler, section locale 455

15 Juin 82 Clyde Daurie
Antoine Giguère
Auguste Lamer
Guy Dorey

section locale 858

15 June 87

Wm. Lucas
Genie Brown

Grand Falls, section locale 63

June 2 187

Frank Tomblott
Dial Davis
Jeremiah Sullivan

section locale 88

R. Smith

R. Perry
W. H. Hall

Botwood, section locale 161

John Hager
Ken Wells
Calvin Rowe

Stephenville, section locale 1093

June 9/87

Al Ford

"

Frank P. Fette

Port Arthur, section locale 239

✓ June 9/82 John R. McInnes
June 9/82 Glen R. Bayes
June 9/82 -

section locale 40

June 9/82 Robert
June 9, 1982 Andrew M. G. Temple

Thunder Bay, section locale 134

June 9/82 W. A. Leach

section locale 249

June 9/82 Robert Gordon

Fort William, section locale 132

June 9/82 R. Balina

M. P. P.

Mémoire d'entente

entre

Abitibi-Price Inc.

Division d'Iroquois Falls
Division de Sault-Sainte-Marie
Division de Beaupré
Division de Smooth Rock Falls
Division de Stephenville
Division de Thunder Bay
Division de Fort William

La Compagnie Gaspésia Ltée

Chandler

Papiers fins Abitibi-Price

Division de Port Arthur

La Compagnie Price Limitée

Papeterie Kéncami

Price (Nfld) Pulp and Paper Ltd

Grand Falls et Forwood

et

le Syndicat canadien des travailleurs du papier, CTC
et ses sections locales
50, 455, 858, 63, 88, 161, 32, 90, 109, 67, 133, 132,
134, 249, 138, 253, 239, 1093

Les parties contractantes se sont rencontrées à Ottawa (Ontario) du 22 au 26 septembre inclusivement et acceptent par la présente les dispositions suivantes qui serviront à la formulation des conditions du nouveau régime de retraite d'Abitibi-Price.

1. Type de prestations

Salaire moyen final gagné au cours des cinq années précédant la retraite, durant lesquelles le salaire était le plus élevé.

2. Montant des prestations

La formule de calcul de la rente est la suivante:

$1,65\% \text{ SMF}_5 \times \text{services validables} - \frac{1}{35} \text{ RFC/RRQ} \times \text{services validables}$
depuis le 1-1-66.

3. Rajustements

La rente versée aux employés qui prennent leur retraite le 2 mai 1982, ou après cette date, est rajustée de 5% chaque année au mois anniversaire de la retraite et ce, à compter de 1983 et chaque année du moratoire sur la négociation du régime de retraite, comme il est convenu à l'article 15.

Si le(s) gouvernement(s) venai(en)t à imposer des règles régissant cet aspect des régimes de retraite dans le secteur privé et donc applicables au régime d'Abitibi-Price, la rente serait réduite de façon proportionnelle à la portée des nouvelles exigences gouvernementales.

4. Prestations d'invalidité et prestations aux survivants

a) Prestations d'invalidité

Les dispositions du régime de retraite actuel d'Abitibi prévoyant des prestations pour invalidité totale et permanente sont incluses dans le nouveau régime de retraite.

b) Prestations aux survivants

L'option de rente touchant les prestations aux survivants n'est pas incluse dans le nouveau régime et un programme amélioré d'assurance-vie collective pour les employés actifs remplace cette option.

(voir annexe a).

4. b) Prestations aux survivants (suite)

Aucun changement n'est apporté au programme normal de prestations aux survivants prévoyant le remboursement du plein montant des cotisations de l'employé et des intérêts.

La compagnie gèle, sans les réduire, les prestations des employés actuellement admissibles à recevoir un montant supérieur au maximum proposé.

Kāncgami - section locale 50

La section locale 50 accepte d'étudier la possibilité d'être régie par le même régime que celui des autres sections locales du S.C.T.P. participant à la conférence.

Toutefois, la compagnie accepte de verser à la section locale 50 la même prime d'assurance-vie par 1 000\$ (jusqu'à concurrence de 60 000\$) qu'il lui en coûtera pour les autres sections locales pourvu que la section locale 50 mette en place un régime qui soit au moins l'équivalent du régime qui régira les autres sections locales.

Il est de plus convenu que la cotisation globale de la compagnie au régime d'assurance-vie ne sera en aucun cas inférieure à 20,50\$ par mois par employé assuré.

5. Cessation d'emploi ou décès avant la retraite

Advenant la cessation d'emploi ou le décès avant la retraite, les participants au régime ou les bénéficiaires, selon le cas, qui n'ont pas de droits acquis reçoivent le remboursement de leurs cotisations et les intérêts. Actuellement, ces taux d'intérêt sont revus chaque année et sont établis en fonction du rendement réel de la caisse. La compagnie est disposée à utiliser le rendement réel obtenu sur la valeur comptable moyenne de la caisse au cours de l'année précédente.

6. Cotisations de l'employé

Les cotisations de l'employé au régime de retraite d'Abitibi-Price sont de 5% du revenu, moins les cotisations au RPC/RRQ.

Les parties conviennent que si le(s) gouvernement(s), à n'importe quel moment après la date de signature du présent mémoire, adopte(nt) des mesures touchant le montant des cotisations requises au RPC/RRQ ou le montant des prestations versées en vertu de ces régimes, il y aura une rencontre pour discuter des rajustements qu'il faudra apporter à la formule afin de maintenir le principe de partage des coûts visé à la date de signature.

7. Participation à l'administration

La compagnie accepte que trois personnes nommées par le Syndicat canadien des travailleurs du papier siègent au comité de retraite établi en vertu du nouveau régime et qu'elles participent à l'administration de ce régime de façon similaire au mode de participation qui existe dans le régime de retraite actuel d'Abitibi.

8. Adhésion au régime

L'adhésion au régime est obligatoire pour tous les nouveaux employés membres du Syndicat canadien des travailleurs du papier qui ont travaillé pendant six mois et atteint l'âge de 21 ans ou plus.

9. Hypothèses

Les trois représentants du SCTP nommés au comité de retraite auront la possibilité d'analyser divers renseignements concernant l'administration du régime (y compris les hypothèses actuarielles utilisées) dans l'exercice de leurs fonctions administratives au sein du comité.

10. Service continu

Les services validables seront égaux à la période de service continu auprès de la compagnie et de tout autre compagnie l'ayant précédée, période au cours de laquelle l'employé a participé à un régime de retraite.

Le service est interrompu par

- 1) la cessation volontaire de l'employé par l'employé,
- 2) le congédiement de l'employé par la compagnie,
- 3) l'expiration d'une période de deux ans de mise à pied.

11. Définition du revenu

Le revenu se définit comme suit: salaires, primes et autre rémunération reçue pour services, déterminés par la compagnie selon sa pratique courante, à l'exclusion du temps supplémentaire, d'avantages imposables et d'indemnités ou de paiements spéciaux ou de remboursements de dépenses.

Pour déterminer le salaire final moyen et les années où le revenu a été le plus élevé, les gains accumulés durant chaque période de 12 mois avant la date de la retraite sont répartis sur une base annuelle; le salaire final moyen est la somme des gains accumulés pendant les cinq meilleures années, répartis sur une base annuelle et divisés par cinq.

12. Droits acquis

La compagnie inclut dans le nouveau régime les dispositions relatives aux droits acquis déjà contenues dans le régime d'Abitibi.

13. Supplément provisoire de transition

La compagnie consent à augmenter le supplément provisoire de transition et porte le montant actuel de 11,00\$ à 16,00\$ par mois, selon les conditions actuellement applicables et ce, dès l'entrée en vigueur du nouveau régime.

Pendant la durée de l'entente sur le régime de retraite, comme le propose l'article 15, ce supplément provisoire est rajusté à 18,00\$ par mois à compter du 2 mai 1984.

14. Le concept global du nouveau régime vise à améliorer ou à maintenir les avantages déjà existants.

15. Entrée en vigueur

Les dispositions du nouveau régime de retraite d'Abitibi-Price entreront en vigueur après la ratification d'un mémoire d'entente concernant le renouvellement de la convention collective en 1982, la date d'entrée en vigueur étant, dans tous les cas, le 2 mai 1982.

Les dispositions révisées de l'assurance-vie collective entreront en vigueur le premier du mois suivant immédiatement la date de ratification du mémoire d'entente pour les employés effectivement au travail à cette date, ou à la date où l'employé retourne effectivement au travail.

Il est entendu et convenu que les conditions de la présente entente sur le régime de retraite fera partie des dispositions de la convention collective de 1982 et que les conditions du régime de retraite et de l'assurance-vie collective ne feront pas l'objet d'autres discussions au cours des négociations de 1982 ou de la ronde de négociations subséquente.

16. Il est entendu et convenu que l'entrée en vigueur des propositions qui précèdent est assujettie à l'approbation des divers organismes de la réglementation régissant les régimes de retraite.

En foi de quoi et en accord avec ce qui précède, les parties ont signé ci-dessous et conviennent de recommander la ratification du présent document.

Signé à Ottawa (Ontario) le 25^e jour de septembre 1981.

Pour Abitibi-Price Inc.

Ch. Trépanier
Ch. Trépanier
Michel Kall
Georges Chaboud
Don
René Fessette
Alain
Stéphane
Calvin
Samie
Don Murphy
Ed
Ken

Pour le Syndicat canadien des travailleurs du papier, CTC

Janet
John
M. P. P.
Colin

Iroquois Falls, section locale 109

George Lambert
Roger

Iroquois Falls, section locale 90

Don
Ray
Bob
Alfred

Sault-Sainte-Marie, section locale 67

Ed Bailey
F. S. Hicks

Sault-Sainte-Marie, section locale 133

[Signature]

Fort William, section locale 132

Don Belin
Carl Facer

Thunder Bay, section locale 134

W. Bevilley

Thunder Bay, section locale 249

Bob Chapman

Smooth Rock Falls, section locale 32

Denis Lueneth
Yvon Lued

Beaupré, section locale 138

James Dewar
Christine Dewar
John Dewar

Beaupré, section locale 253

Bertie Beauvois

Port Arthur, section locale 239

J. P. McLeod

Kéngami, section locale 50

Agnes Béliveau
Thérèse Béliveau
Yvonne Béliveau

Chandler, section locale 455

Genevieve
Josephine
Genevieve
Pauline

Chandler, section locale 858

Genevieve
Genevieve

Grand Falls, section locale 63

Genevieve
Genevieve

Grand Falls, section locale 88

Genevieve
Genevieve

ANNEXE "A"

Le régime d'assurance-vie collective sera amélioré comme suit.

- 1) la contribution de l'employé à son assurance collective sera éliminée aux endroits où cette pratique existe.
- 2) Le montant de la garantie de l'assurance-vie collective pour les employés admissibles est porté à $2\frac{1}{2}$ fois le revenu annuel, la garantie maximum étant de 60 000\$

Botwood, section locale 161

Basically

Stephenville, section locale 1093

Basically

